

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUIN 1922.

Projet de loi portant prorogation partielle :

- 1° De l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, prorogé par les lois du 6 septembre 1919, du 27 juin 1920, du 10 juillet et du 31 décembre 1921, relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs, ainsi qu'au commerce des valeurs ;
 - 2° De l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complété par la loi du 11 octobre 1919 et prorogé par cette dernière loi, par la loi du 16 août 1920 et par celle des 10 juillet et 31 décembre 1921, réglementant l'alimentation de la population civile.
-

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre, a trait à deux objets bien distincts. A chacun de ces objets est consacré un article.

*
* *

L'article premier concerne l'exportation et le transit des marchandises. Cette matière est réglée par l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, lequel a été prorogé successivement par les lois du 6 septembre 1919, du 27 juin 1920, du 10 juillet et du 31 décembre 1921. Cette dernière prorogation expirera le 30 juin.

En vertu de la loi du 31 décembre 1921, le droit de contrôle du Gouvernement a été limité à un petit nombre d'articles, tant à l'importation qu'à l'exportation. Les circonstances ne permettent malheureusement pas encore de renoncer d'une manière absolue à cette surveillance réduite.

Les dispositions relatives à la viande de veau sont devenues sans objet.

Nous proposons de proroger pour un nouveau terme de six mois la faculté de soumettre à licence d'exportation les produits suivants :

- 1° Le charbon ;
- 2° Les briques et tuiles ;

3° Les produits ci-après destinés spécialement à l'alimentation populaire ou servant de nourriture aux animaux domestiques :

- a) Les pommes de terre, légumes et fruits ;
- b) Les laits et crèmes ;
- c) La chicorée fabriquée, les racines et cossettes de chicorée à café ;
- d) Les sucres, sirops et mélasses ;
- e) Les betteraves et fourrages de toute espèce.

En ce qui concerne le charbon, il importe que le Gouvernement puisse contrôler l'exportation de notre meilleure monnaie d'échange. Le maintien des licences à l'exportation des briques et tuiles découle de la nécessité de conserver ces matériaux dans le pays à des prix raisonnables aussi longtemps que la crise du bâtiment reste aiguë.

Quant aux produits d'alimentation, en principe, le Gouvernement a l'intention de rendre libre le commerce de ces produits mais ne croit pas pouvoir encore abandonner complètement son droit de contrôle pour le cas où les circonstances lui en feraient un devoir.

Il est exact que notre production agricole tend à revenir aux chiffres d'avant-guerre. Pour certaines denrées essentielles, telles que les pommes de terre, les viandes, le lait, le beurre, etc., les importations ont pu dans une certaine mesure suppléer au déficit de la production, mais la campagne agricole s'ouvre sous des auspices peu favorables et la sécheresse qui eut déjà l'an dernier une influence néfaste, menace d'occasionner encore cette année une réduction de la production qui, atteignant également les autres pays, aura sa répercussion sur nos importations.

D'autre part, la dépréciation de notre change favorise le drainage des produits nationaux vers les pays à change favorable.

Ces diverses conjonctures sont de nature à provoquer un nouveau renchérissement du coût de la vie contre lequel le Gouvernement a le devoir de lutter.

Le régime des licences appliqué avec modération et tact constitue l'instrument le plus souple pour parer avec la rapidité nécessaire aux éventualités qui sont à craindre.

Au surplus, le nombre de produits sur lesquels le Gouvernement estime devoir conserver un droit de surveillance est encore diminué. Ce droit sera abandonné en ce qui concerne les ciments, ardoises et bois, les engrais potassiques, les céréales et leurs dérivés, le pain, les beurres et fromages, la viande de boucherie, les œufs. Pour tous ces produits le retour à la liberté complète d'exportation ne paraît plus présenter d'inconvénients.

*
*
*

L'article 2 de la loi du 31 décembre 1921 a prorogé jusqu'au 30 juin 1922 les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complété par la loi du 11 octobre 1919, sauf en ce qui concerne le droit :

- 1° De réglementer la production agricole ;
- 2° De rationner la consommation des denrées alimentaires ;

ANNEXE AU N° 327

Projet de loi portant prorogation partielle :

- 1° De l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, prorogé par les lois du 6 septembre 1919, du 27 juin 1920, du 10 juillet et du 31 décembre 1921, relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs ainsi qu'au commerce des valeurs ;
- 2° De l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complété par la loi du 11 octobre 1918, et prorogé par cette dernière loi, par la loi du 16 août 1920 et par celles des 10 juillet et 31 décembre 1921, réglementant l'alimentation de la population civile.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances, des Affaires Économiques et de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances, des Affaires Économiques et de l'Industrie et du Travail présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des mar-

BIJLAGE VAN N° 327

Wetsontwerp houdende gedeeltelijke verlenging :

- 1° Van het besluit-wet dd. 7^{de} November 1918, vernieuwd bij de wetten dd. 6 September 1919, 27 Juni 1920, 10 Juli en 31 December 1921, omtrent den in-, uit en doorvoer van koopwaren en effecten, alsmede den handel in effecten ;
- 2° Van het besluit-wet dd. 5^{de} November 1918, aangevuld bij de wet van 11 October 1919, en vernieuwd bij laatstbedoelde wet, bij de wet van 16 Augustus 1920 en bij de wetten dd. 10 Juli en 31 December 1921, houdende reglementeering van de volksvoeding.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën, van Onzen Minister van Economische Zaken en van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Nijverheid en Arbeid zullen, in Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers onderwerpen :

EERSTE ARTIKEL.

De bepalingen van het wetsbesluit dd. 7 November 1918, omtrent den in-, uit- en doorvoer van koopwaren en

chandises et valeurs ainsi qu'au commerce des valeurs, sont prorogées :

A l'exportation.

Jusqu'au 31 décembre 1922, en ce qui concerne :

- 1° Le charbon ;
- 2° Les briques et tuiles ;
- 3° Les produits énumérés ci-après destinés à l'alimentation humaine ou servant de nourriture aux animaux domestiques :
 - a) Pommes de terre, légumes et fruits ;
 - b) Lait et crèmes ;
 - c) Chicorée fabriquée, racines et cossettes de chicorée à café ;
 - d) Sucres, sirops et mélasses ;
 - e) Betteraves et fourrages de toute espèce.

ART. 2.

Les dispositions de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complété et modifié par les lois du 11 octobre 1919 et du 31 décembre 1921 et réglementant l'alimentation de la population civile, sont prorogées définitivement.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1922.

effecten, alsmede omtrent den handel in effecten, blijven van kracht.

Bij den uitvoer.

Tot en met 31 December 1922, wat betreft :

- 1° Kolen ;
- 2° Baksteen en dakpannen ;
- 3° Navermelde voortbrengselen bestemd tot de volksvoeding of tot voeding voor de huisdieren :
 - a) Aardappelen, groenten en fruit ;
 - b) Melk en room ;
 - c) Bewerkte cichorei, cichoreiwortels en cichoreisnijdsels ;
 - d) Suiker, stroop en melasse ;
 - e) Bieten en allerlei veevoeder.

ART. 2.

De bepalingen van het wetsbesluit dd. 5 November 1918, aangevuld en gewijzigd bij de wetten van 11 October 1919 en van 31 December 1921, houdende reglementeering der voeding der burgerlijke bevolking blijven bepaald van kracht.

Gegeven te Brussel, den 18ⁿ Juni 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

*Le Ministre des Affaires Économiques, | De Minister van Economische Zaken,
A. VAN DE VYVERE.*

*Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | De Minister van Nijverheid en Arbeid,
R. MOYERSOEN.*

3° De fixer les prix maxima des denrées et marchandises de première nécessité ;

4° De réquisitionner ces denrées et marchandises pour les mettre à la disposition des habitants ou les vendre à ces derniers.

Restent donc seules en vigueur les dispositions prévoyant la répression de la vente des denrées et marchandises de première nécessité à un taux usuraire (arrêté royal du 4 mai 1920).

Le maintien de ces dispositions restera nécessaire aussi longtemps que subsisteront des ententes ouvertes ou tacites entre producteurs ou vendeurs pour maintenir les prix anormaux de certaines denrées de première nécessité.

Lorsque réapparaîtra le jeu de la libre concurrence, les prix se normaliseront d'eux-mêmes et la loi ne trouvera plus son application que dans des circonstances exceptionnelles.

C'est pourquoi le Gouvernement vous propose de proroger définitivement l'article 2 de la loi du 31 décembre 1921.

Il convient d'ailleurs de remarquer que cette prorogation n'implique nullement l'idée de faire perdurer les pouvoirs du Département. Il s'agit simplement en l'espèce de ne pas enlever aux parquets les moyens d'action nécessaires pour réprimer les abus. L'article 2 de la loi du 11 octobre 1919 stipule, en effet, que « les Cours et Tribunaux qualifieront souverainement le taux usuraire du prix ».

L'action des parquets, bien qu'elle ne se fasse sentir qu'à titre exceptionnel, a eu d'heureux résultats dans divers centres, et loin de la paralyser, il serait désirable de la voir s'étendre d'avantage.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques,

A. VAN DE VYVERE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JUNI 1922.

Wetsontwerp houdende gedeeltelijk verlenging :

- 1° Van het besluit-wet dd. 7 November 1918, vernieuwd bij de wetten dd. 6 September 1919, 27 Juni 1920, 10 Juli en 31 December 1921, omtrent den in-, uit- en doorvoer van koopwaren en effecten, alsmede omtrent den handel in effecten;
 - 2° Van het besluit-wet dd. 5 November 1918, aangevuld bij de wet dd. 11 October 1919, en vernieuwd bij laatstbedoelde wet, bij de wet van 16 Augustus 1920 en bij de wetten dd. 10 Juli en 31 December 1921, houdende reglementeering van de volksvoeding.
-

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat wij de eer hebben aan de goedkeuring der Kamers te onderwerpen, betreft twee gansch verschillende voorwerpen. Elk dier voorwerpen wordt behandeld in een artikel.

*
* *

Artikel 1 betreft den uit- en doorvoer van koopwaren. Die aangelegenheid werd geregeld door het besluit-wet dd. 7 November 1918, achtereenvolgens vernieuwd bij de wetten dd. 6 September 1919, 27 Juni 1920, 10 Juli en 31 December 1921. De laatste wet vervalt den 30ⁿ Juni.

Krachtens de wet van 31 December 1921 werd het recht van nazicht van de Regeering, zoo voor invoer als voor uitvoer, bij een klein aantal artikelen beperkt. De omstandigheden laten ongelukkig nog niet toe, van dit beperkt nazicht volkomen af te zien. De bepalinge naangaande het kalfsvleesch hebben geen reden meer van bestaan.

Wij stellen voor, de bevoegdheid om de volgende producten aan een uitvoervergunning te onderwerpen, voor een termijn van zes maand te verlengen :

- 1° Steenkool;
- 2° Bakstenen en dakpannen;

3^o Navermelde producten, voornamelijk tot de volksvoeding of voeding der huisdieren bestemd :

- a) Aardappelen, groenten en fruit;
- b) Melk en room;
- c) Bewerkte cichorei, de cichoreiwortels en cichoreisnijdsels;
- d) Suiker, stroop en melasse;
- e) Bieten en alle soort veevoeder.

Wat de steenkool aangaat, is het van belang dat de Regeering den uitvoer van onze beste ruilmunt nauwkeurig zou nagaan.

De handhaving van de vergunning voor den uitvoer van baksteen en dakpannen vloeit voort uit de noodzakelijkheid deze materialen tegen redelijken prijs in het land te bewaren, zoolang de crisis in de bouwnijverheid zich hevig doet gevoelen.

Wat de voedingsproducten betreft, is de Regeering in beginsel vanzins den handel in deze producten vrij te laten, maar meent van haar recht op nazicht nog niet gansch te mogen afzien ingeval de omstandigheden er haar mochten toe verplichten.

Het is juist dat onze landbouwvoortbrenging bijna de cijfers van vóór den oorlog bereikt.

Voor enkele voornaamste voedingswaren, zooals de aardappelen, het vleesch, de melk, de boter, enz., heeft de invoer in een zekere maat het tekort der opbrengst verholpen; maar de landbouwcampagne is onder ongunstige omstandigheden begonnen en de droogte, welke verleden jaar reeds een schadelijken invloed heeft geoeffend, dreigt dit jaar nogmaals een vermindering in de opbrengst te veroorzaken. Deze vermindering treft eveneens de andere landen en zal haren weerslag op onzen invoer laten gevoelen.

Anderzijds wordt door het waardeverlies van onzen wisselkoers de afzet der nationale voortbrengselen naar landen met gunstigeren wisselkoers in de hand gewerkt.

Deze samenloop van omstandigheden is van dien aard dat ze eene nieuwe stijging in de levensduurte kan veroorzaken. De Regeering heeft den plicht daartegen in te werken.

Het stelsel der vergunningen, met gematigdheid en beleid toegepast, is het meest geschikte middel om met de noodige vlugheid de eventualiteit te verhelpen.

Overigens werd het aantal voortbrengselen, waarover de Regeering meent het recht van toezicht te moeten bewaren, nog verminderd. Van dit recht zal worden afgezien wat aangaat het cement, de leien en het hout, de potaschhoudende meststoffen, het koren en wat er van voortkomt, het brood, de boter- en kaas-soorten, het vleesch, de eieren. Voor al deze voortbrengselen schijnt er geen bezwaar te bestaan om eene geheele vrijheid van uitvoer toe te laten.

*
*
*

Artikel 2 der wet van 31 December 1921 heeft tot op 30 Juni 1922 de bepa-

lingen vernieuwd van het wetsbesluit van 5 November 1918, aangevuld door de wet van 11 October 1919, behoudens hetgeen het recht aangaat :

- 1^o De landbouwopbrenging te regelen;
- 2^o Het verbruik der voedingswaren te rantsoeneeren;
- 3^o De maximaprijzen der allernoodzakelijkste goederen vast te stellen;
- 4^o Deze waren en goederen op te eischen om ze ter beschikking der inwoners te stellen en aan dezen te verkoopen.

Alleen de bepalingen, waarbij beteugeling van den verkoop van eet- en koopwaren wordt voorzien, blijven dus van kracht (Koninklijk besluit van 4 Mei 1920).

Die bepalingen dienen noodzakelijk van kracht te blijven zoolang de openbare of verzwegen overeenkomst tusschen voortbrenger en verkooper zal bestaan met het oog op het ophouden van abnormale prijzen voer zekere allernoodzakelijkste eetwaren.

Wanneer de vrije mededinging wederom zal optreden, zullen de prijzen van zelf normaal worden en de wet zal dan nog slechts in buitengewone gevallen dienen toegepast.

Met dit doel stelt de Regeering u voor, voorgoed artikel 2 der wet van 31 December 1921 te verlengen.

Het is overigens noodig te laten opmerken, dat met die verlenging geenszins wordt bedoeld, de bevoegdheden van het Departement te doen voortduren. Hier geldt het enkel, aan de parketten de voor het beteugelen der misbruiken onmisbare vervolgingsmiddelen niet te ontnemen. Inderdaad, artikel 2 der wet dd. 11 October 1919 zegt : « De hoven en rechtbanken bepalen oppermachtig welke prijzen woekerprijzen zijn ».

Het ingrijpen door de parketten, alhoewel slechts bij uitzondering voorkomend, heeft in verschillende centra heilzame gevolgen gehad en, verre van dit ingrijpen te verlammen, ware het wenschelijk het te zien uitbreiden.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

De Minister van Economische Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.
